

Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Bien-être animal

Présents :

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absents / Excusés :

Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN

Projet de valorisation de la biodiversité des sols du parc de Lunaret - Convention de coopération pédagogique entre l'Université Paul Valéry Montpellier 3 et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur Manu REYNAUD, Adjoint au Maire, rapporte :

Le Parc de Lunaret est un vaste ensemble de plus 80 ha composé d'une ripisylve, la réserve du Lez, d'un ensemble de garrigue et d'un parc zoologique. Les parcs zoologiques ont été des acteurs de premier rang engagés dans la préservation de la biodiversité notamment au travers de la conservation des espèces menacées, de la recherche scientifique et de la médiation scientifique et culturelle auprès de nombreux publics dont une proportion croissante est fortement déconnectée de la nature car vivant en milieu urbain. Par ailleurs, le parc de Lunaret possède un potentiel pédagogique extraordinaire et l'ambition est de proposer à l'ensemble des visiteurs du parc une offre innovante, de qualité, basée sur l'approche, la connaissance et la protection de la faune sauvage et plus généralement des écosystèmes dans une logique qui soit au bénéfice des animaux et des humains.

Dans le cadre de son projet de développement, le parc de Lunaret souhaite élargir les partenariats scientifiques notamment avec les centres de recherches et les établissements d'enseignement supérieur implantés sur le territoire. C'est donc dans ce contexte que le parc de Lunaret souhaite conclure une convention de coopération pédagogique avec l'Université Paul Valéry de Montpellier qui aura pour thème la valorisation de la biodiversité des sols du sein du parc.

Pour ce faire, le parc de Lunaret accueillera sur son site 25 étudiants en master valorisation et médiation des patrimoines pour une durée de douze mois (janvier à décembre 2023) sous la direction de Monsieur Alan VERGNES. L'étude se fera en deux phases : il sera dressé tout d'abord un inventaire de la biodiversité du sol à l'aide d'outils participatifs non invasifs et non létaux inspiré du programme participatif QUBS (<https://www.qubs.fr/>).

Ensuite, une synthèse de ces résultats sera faite afin d'opter pour des choix visant à la mise en place d'une stratégie de valorisation. Ce partenariat a pour but de réaliser des dispositifs de médiation directe et/ou indirecte pour le public afin de le sensibiliser à cette thématique (animations, visites, panneaux provisoires, livrets etc.).

Le coût total lié à l'ensemble de ce partenariat s'élève à la somme de 2 000 € TTC, pris en charge par la Ville et correspondant aux dépenses suivantes :

- Frais liés à l'inventaire : 500 € TTC ;
- Animation d'une journée : 1500 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de coopération pédagogique entre l'Université Paul Valéry Montpellier 3 et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Véronique BRUNET, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Coralie MANTION, M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 22 décembre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention de coopération pédagogique fac UPVM3.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.